

ACTION URGENTE

TURKMÉNISTAN. DES CENTAINES DE FAMILLES RISQUENT UNE EXPULSION FORCÉE

Malgré plusieurs plaintes adressées par les résidents, les autorités turkmènes poursuivent leur projet de démolition de grande ampleur qui mettrait à la rue des centaines de familles aux alentours d'Achgabat, la capitale du pays.

Des centaines de familles risquent d'être victimes d'expulsion forcée aux alentours d'Achgabat. Celles qui habitent le quartier de Choganly sont les plus concernées. En mars et avril 2015, les résidents ont appris qu'ils devaient détruire leurs maisons ou celles-ci seraient démolies par les autorités. Ces dernières ont affirmé que certaines maisons étaient censées être des résidences de vacances (*dachas*), que certaines constructions étaient illégales et que certains propriétaires ou occupants ne pouvaient pas prétendre à une indemnisation ou à une solution de relogement.

Selon les médias, nombre de maisons servent de résidence principale ou unique pour beaucoup de personnes. Certaines familles ont déjà été expulsées lors de précédents programmes d'aménagement urbain et se sont vu donner des parcelles de terrain vides et des tentes à Choganly. Elles ont alors construit de nouvelles maisons et utilisé les terrains pour faire des cultures. D'autres, venues d'autres provinces du pays en quête de travail, louaient ces maisons qui sont parmi les moins chères d'Achgabat. Le nombre de constructions concernées par le projet de démolition varie de 13 000 à 18 000.

Selon Alternative Turkmenistan News, la moitié des maisons dans les quartiers visés ont déjà été détruites au cours des dernières semaines. Des spécialistes du Turkménistan font le lien entre les expulsions forcées et la construction d'infrastructures en vue des Jeux asiatiques des sports en salle et des arts martiaux, qui auront lieu en 2017, ainsi qu'un projet d'aménagement urbain en cours qui remplacerait les maisons par des immeubles modernes.

Ces démolitions sont loin de respecter les normes internationales relatives aux droits humains en matière d'expulsions. Les résidents des quartiers concernés n'ont pas été prévenus dans un délai raisonnable ou consultés à propos de solutions alternatives, et on ne leur a proposé aucun nouveau logement. L'Initiative turkmène pour les droits humains, ONG basée à Vienne, a indiqué que les personnes qui s'étaient plaintes des conditions d'expulsion étaient victimes d'actes de harcèlement et d'intimidation de la part des autorités.

Le Turkménistan est partie à plusieurs traités internationaux relatifs aux droits humains, tels que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui prévoient que les États doivent empêcher les expulsions forcées et s'abstenir de prendre de telles mesures.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en turkmène, en russe, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez le président à interrompre l'expulsion forcée de résidents de Choganly et d'autres quartiers près d'Achgabat ;
- exhortez-le à veiller à ce que les personnes expulsées disposent de solutions efficaces, telles qu'un nouveau logement sans délai ;
- engagez-le à garantir que les expulsions ne soient effectuées qu'en dernier ressort et uniquement dans le respect total des normes internationales relatives aux droits humains ;
- priez-le de veiller à ce que les personnes qui s'opposent aux expulsions puissent exprimer leurs points de vue sans faire l'objet d'intimidation, de menaces ou de harcèlement.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 5 AVRIL 2015 À :

Président du Turkménistan

Gurbanguly Berdimukhamedov

Presidential Palace

744000 Achgabat, Turkménistan

Fax : +993 (12) 93 51 12 (envoyez vos messages entre 10 h et 15 h GMT)

Formule d'appel : *Dear President, / Monsieur le Président,*

Copies à :

Ministre des Affaires étrangères

Rashid Meredov

Archabil av. 108

744000 Achgabat, Turkménistan

Courriel : info@mofa.gov.tm

Fax : +993 (12) 44-58 12 (envoyez vos messages entre 10 h et 15 h GMT)

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Turkménistan dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

ACTION URGENTE

TURKMÉNISTAN. DES CENTAINES DE FAMILLES RISQUENT UNE EXPULSION FORCÉE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le bilan du Turkménistan en matière de droits humains est extrêmement mauvais : les autorités harcèlent systématiquement les dissidents, les journalistes et les défenseurs des droits humains, des informations qui continuent de faire état d'actes de torture et d'autres mauvais traitements commis par les forces de sécurité à l'encontre de détenus, et le droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion est restreint de façon généralisée.

Depuis l'éclatement de l'Union soviétique, les autorités turkmènes font tout, et avec succès, pour empêcher la communauté internationale d'avoir connaissance des violations des droits humains perpétrées dans le pays. Les informations relatives aux véritables conditions de vie là-bas sont rares. Les observateurs indépendants n'ont pas le droit d'entrer sur le territoire et les informateurs sur place sont réduits au silence. Il n'y a pas de réel parti politique, de médias indépendants ou d'organisations de défense des droits humains agissant librement dans le pays. Toute dissidence est brutalement réprimée et le climat de peur dépasse les frontières du pays. Pour en savoir plus, consultez le rapport d'Amnesty International *Turkmenistan: An "Era of Happiness" or more of the same repression?* (www.amnesty.org/en/documents/eur61/005/2013/en/).

Personnes concernées : familles risquant l'expulsion
Hommes et femmes

AU 96/15, EUR 61/1521/2015, 24 avril 2015